

Service PRE – Secteur Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 02/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCEA CONVENANT LEROUX

CRECH MIN
22710 PENVENAN

Références : CONDI-RTCF-2022-12-01-01
Code AIOT : 0005520854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement SCEA CONVENANT LEROUX implanté CONVENANT LEROUX 22450 LANGOAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA CONVENANT LEROUX
- CONVENANT LEROUX 22450 LANGOAT
- Code AIOT : 0005520854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA CONVENANT LEROUX est une ICPE au régime autorisation. Autorisé par l'arrêté préfectoral du 06/09/2006 pour élevage avicole de 21000 poulettes et 35290 poules pondeuses oeuf de consommation. Depuis le changement d'exploitant en 2017, la production a évolué : un dossier est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditionnalité des aides PAC, directives Nitrates, directives Oiseaux et Habitats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 06/09/2006, article 1 | / | Sans objet |
| 2 | Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | / | Sans objet |
| 3 | Calcul du 170 kg/SAU | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | / | Sans objet |
| 4 | Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | / | Sans objet |
| 5 | Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation contrôlée dans le cadre de la conditionnalité des aides PAC, domaine environnement, ne présente pas de non conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2006, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : ARTICLE 1er Les dispositions de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral du 75 août 2004 sont modifiées comme suit : «Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée «EARI. CONVENANT LE ROUX », sise à LANGOAT au lieu-dit « Convent Le Roux » à exploiter à cette même adresse (section ZB 31-33-38-40) en LANGOAT conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 56890 animaux équivalra- lents en présence simultanée, répartis comme suit : 21008 poulettes et 35250 poules pondeuses œufs de consommation, pour une production annuelle de 19421 kg d'azote, Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1 ^o de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 16 juin 2006 visé ci- dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. |
| Constats : CONFORME |
| Observations : Un dossier de régularisation est en cours d'instruction, l'élevage produit actuellement 21000 poules pondeuses plein air bio. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |
| Constats : CONFORME |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Calcul du 170 kg/SAU

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote. |
| Constats : CONFORME |
| Observations : Production année culturale 2021/2022 : 21000 poules pondeuses (bio) plein air. L'azote produit, selon les normes CORPEN, est de 7665 uN. Selon ces mêmes normes, est produit sur le parcours : 1449 uN. Le parcours a une surface de 9,85 ha. Cela fait donc une quantité de 147 uN par hectare. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Notification des changements du plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| Constats : CONFORME. Un dossier de régularisation est en cours d'instruction. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : CONFORME. Les quantités produites et déclarées dans la DFA 2022 ont été relevées sur des bordereaux pour chaque prêteur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |